

*Questions orales***RADIO-CANADA**

LA SUPPRESSION DE L'ÉMISSION «NEIGHBOURLY NEWS FROM THE PRAIRIES»

M. Lee Clark (Brandon-Souris): Madame le Président, on m'a signalé que Radio-Canada à Winnipeg a supprimé une émission radiophonique destinée aux habitants des régions rurales en Saskatchewan et au Manitoba. Cette émission était diffusée depuis 43 ans. La dernière émission de *Neighbourly News from the Prairies* aura lieu dimanche prochain. Cette décision a été prise en dépit de l'intervention de la commission consultative des produits agricoles et alimentaires, qui a demandé à Radio-Canada de maintenir cette émission. Pourtant, la Société est censée avoir des obligations envers ses auditeurs ruraux, mais cette décision va directement à l'encontre des vœux de milliers d'auditeurs ruraux habitués à cette émission hebdomadaire de nouvelles où l'atmosphère est authentiquement rurale.

Cette décision a provoqué environ 200 appels téléphoniques de protestation adressés à l'animateur de l'émission, qui demeure dans ma circonscription, celle de Brandon-Souris. De nombreux hebdomadaires, y compris ceux de Boissevain, de Minnedosa, de Steinbach et d'Altona ainsi que des quotidiens de Brandon et de Winnipeg, ont critiqué cette décision cruelle qui manifeste une incompréhension totale des besoins et de l'attitude des auditeurs ruraux au Manitoba et en Saskatchewan.

Radio-Canada transmet également d'autres émissions d'information analogues en Colombie-Britannique, en Ontario, au Québec et dans les provinces Maritimes. Cette émission devrait être maintenue dans la région du Manitoba et de la Saskatchewan.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

Mme le Président: La parole est au député d'Annapolis Valley-Hants.

M. Nowlan: Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports qui, d'après mes renseignements, se trouve à la Chambre. Par conséquent, je préférerais me rassembler et obtenir la parole un peu plus tard.

* * *

L'INDUSTRIE

MAISLIN TRANSPORT LTD.—LA GARANTIE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et

du Commerce, qui se trouve derrière le rideau. Je déteste avoir à sonner la cloche pour appeler les écoliers en classe.

Ma question porte sur le renflouement de Maislin, l'été dernier. Qu'en est-il actuellement de la garantie de 34 millions accordée à Maislin l'année dernière? Le gouvernement a-t-il dû honorer cette garantie? Et dans la négative, quand s'attend-il à devoir le faire et quelle sera la somme à déboursier?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, le député n'ignore pas que la compagnie a invoqué l'article 11(1) de la loi sur la faillite des États-Unis, ce qui bloque tout pendant environ 90 jours. Le gouvernement du Canada n'a pas encore été appelé à honorer sa garantie de 34 millions.

M. Nielsen: Pas encore.

M. Wilson: Cela ne nous dit pas s'il faudra payer. J'aimerais que le ministre le précise dans sa réponse à la question suivante.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, de toute évidence, le renflouement de Maislin a été complètement désastreux. Le parti conservateur s'y est opposé dès le départ. Il s'agit, manifestement, d'une grave erreur d'inspiration nettement partisane et politique. Comme le ministre a déclaré, peu après sa nomination, qu'il n'y aurait plus de renflouement de ce genre, cela veut-il dire qu'à ses yeux, il s'agit là d'une grave erreur politique?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, pour commencer, je ne suis pas du tout d'accord avec l'entrée en matière du député...

M. Wilson: Les fonctionnaires étaient contre.

M. Lumley: ... quant aux implications politiques de Maislin. Cette compagnie était le plus gros transporteur international du Canada. Il y avait 2,000 emplois en jeu. Je sais que ce n'est pas très important pour les députés conservateurs...

M. McDermid: La plupart de ces emplois sont aux États-Unis.

M. Lumley: ... mais cela nous paraissait très important. Deuxièmement, si je me souviens bien des questions posées hier par les collègues conservateurs du député, ils m'ont demandé de renflouer la compagnie White Farm Equipment. Décidez-vous! Voulez-vous que nous aidions ces compagnies, oui ou non?

Des voix: Bravo!